

LE LAB

bpifrance

BAROMÈTRE SEMESTRIEL DES TPE-PME

SECOND SEMESTRE 2025

VERS UNE TIMIDE EMBELLIE ?

Janvier 2026



Décrypter
pour décider

LE LAB

bpifrance

Notre mission

Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de **Bpifrance Le Lab** est **d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème**. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à **servir l'avenir**.

BPIFRANCE LE LAB
Décrypter pour
décider

Retrouvez-nous sur
lelab.bpifrance.fr

METHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Méthodologie

À l'occasion de la 82^e édition du baromètre semestriel de conjoncture, près de 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées à l'automne 2025.

4 722 réponses reçues entre le 5 novembre et le 2 décembre 2025, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions spécifiques sur les Prêts Garantis par l'Etat, les difficultés d'approvisionnement et les investissements verts ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon. 4 698 réponses complètes à ces questions ont été analysées.

Les réponses à ces questions spécifiques ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME⁽¹⁾ françaises :

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE⁽²⁾ parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

⁽¹⁾ Petites et moyennes entreprises, employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M € ou le bilan annuel de 43 M€

⁽²⁾ Très petites entreprises, employant moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan n'excède pas 2 M€

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « fortement exportatrice » réalise plus du quart de son activité à l'international, **« moyennement exportatrice »** entre 6 % et 25 % et **« non-exportatrice »** moins de 6 % (y compris 0 %).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

La situation conjoncturelle des TPE-PME s'est dégradée fin 2025. Les indicateurs d'activité et d'embauches sont repartis à la baisse, après avoir marqué une pause au printemps, et rejoignent des niveaux comparables à ceux de 2013 en termes d'activité, année de croissance faible. Les TPE-PME souffrent notamment d'un manque de débouchés, leurs carnets de commande restant assez peu remplis.

Les entreprises innovantes, fortement exportatrices et de grande taille résistent un peu mieux. Tous les secteurs connaissent une conjoncture difficile fin 2025, celui de la Construction étant le plus en souffrance.

La situation financière s'est légèrement dégradée en 2025. 30 % des TPE-PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion en hausse de 3 points en six mois, mais qui reste proche de sa moyenne historique. Les TPE-PME signalent par ailleurs une baisse de leur rentabilité en 2025. Malgré ce contexte et à l'approche de la date limite de remboursement des PGE pour une partie des entreprises, on n'observe pas d'augmentation des craintes de non-remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE), qui ont même plutôt tendance à refluer (concernant 2 % des TPE-PME ayant obtenu un PGE et n'ayant pas déjà fait défaut).

L'investissement des TPE-PME s'est de nouveau replié en 2025, pénalisé en premier lieu par la faiblesse de la demande, premier frein cité par 61 % des dirigeants. Le coût du crédit demeure un obstacle important, bien plus cité qu'avant la crise sanitaire (par 40 % des dirigeants). La persistance de l'incertitude politique et budgétaire pèse également sur les décisions d'investissement*, pouvant conduire à reporter voire annuler certains projets. Les TPE-PME ont été moins nombreuses à réaliser des investissements (39 % d'entre elles après 43 % en 2024, soit la proportion la plus faible depuis la création de la série en 2001). **L'investissement résiste un peu mieux dans l'Industrie,** avec plus de la moitié des TPE-PME industrielles ayant réalisé des investissements, une proportion certes en recul mais pas si éloignée de sa moyenne de long terme contrairement aux autres secteurs.

Les investissements verts suivent la même tendance. Seules 23 % des TPE-PME ont investi pour leur transition verte en 2025, une proportion en nette baisse sur un an (34 % en 2024).

Les TPE-PME se montrent plus confiantes pour 2026. Elles prévoient un redémarrage de leur activité, dans l'Industrie notamment, mais restent prudentes sur leurs embauches et leurs investissements. L'indicateur prévisionnel d'activité se redresse mais reste nettement sous sa moyenne historique, laissant attendre un rebond très modeste. Ce regain d'optimisme touche presque tous les secteurs d'activité. Seules les TPE-PME des Services aux particuliers et des Travaux publics redoutent une conjoncture plus difficile en 2026 qu'en 2025. Celles des Travaux publics redoutent probablement les incertitudes budgétaires mais aussi la moindre demande post-cycle électoral, l'activité dans les Travaux publics étant généralement ralentie après les élections municipales.

Malgré l'amélioration des perspectives d'activité, les TPE-PME se montrent prudentes à ce stade quant à leurs décisions d'embauches et d'investissement pour l'année 2026. L'indicateur prévisionnel d'emploi se stabilise à +5, un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique. Les perspectives d'investissement sont mitigées, avec d'un côté un peu moins de TPE-PME prévoyant d'investir en 2026 (44 % d'intentionnistes après 47 % il y a un an pour l'année 2025) mais, de l'autre côté, une augmentation attendue des montants investis. Les dépenses d'investissement sont prévues en plus forte accélération chez les PME d'au moins 10 salariés, les PME fortement internationalisées et les PME innovantes.

La situation financière pourrait se redresser courant 2026. Les TPE-PME n'anticipent pas de nouvelle érosion de leur trésorerie, et s'attendent à voir leur rentabilité remonter légèrement, en particulier dans l'Industrie et les Transports.

Les TPE-PME industrielles sont particulièrement optimistes. Elles affichent la plus forte progression de l'indicateur prévisionnel d'activité, qui s'établit au plus haut niveau parmi les secteurs étudiés, et prévoient d'accélérer leurs embauches. La part de TPE-PME industrielles prévoyant d'investir se maintient à 58 %, un niveau proche de sa moyenne historique contrairement aux autres secteurs, et le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement enregistre la plus forte progression sur un an.

Le recours à l'intelligence artificielle générative continue de progresser au sein des TPE-PME. 55 % déclarent l'utiliser, contre seulement 31 % fin 2024 et 15 % fin 2023. 17 % y ont même recours régulièrement (+11 points sur un an). Les TPE-PME l'utilisent essentiellement pour la génération de contenus écrits (72 %) et, de plus en plus, la recherche et l'analyse de données et d'informations (67 %, +10 points).

*Cf. [Baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab – Rexecode du T4 2025](#)

LES CHIFFRES CLÉS



-11

**Solde d'opinion sur l'évolution
de l'activité en 2025**

En baisse de 6 points sur 6 mois
En baisse de 5 points sur un an



39%

**Part des TPE-PME ayant investi
en 2025**

En baisse de 4 points sur un an



30%

**Part des TPE-PME jugeant leur
trésorerie difficile**

En hausse de 3 points sur 6 mois



+4

**Solde d'opinion sur l'évolution de
l'activité en 2026**

En hausse de 7 points sur un an



+10

**Solde d'opinion sur l'évolution
anticipée des dépenses
d'investissement en 2026**

En hausse de 3 points sur un an



23%

**Part des TPE-PME ayant réalisé des
investissements verts en 2025**

En baisse de 11 points sur un an

SOMMAIRE

1

**ACTIVITÉ ET EMBAUCHES EN
BERNE EN 2025**

2

**DÉGRADATION DE LA SITUATION
FINANCIÈRE ET NOUVEAU REPLI
DE L'INVESTISSEMENT EN 2025**

3

**REGAIN D'OPTIMISME POUR
L'ANNÉE 2026**

4

**SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX
INDICATEURS**



1

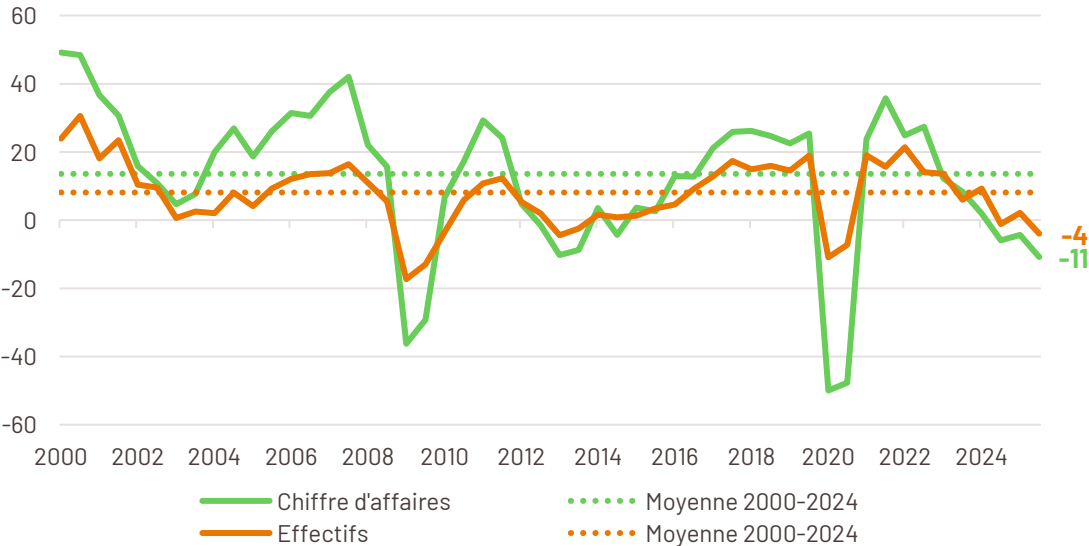
ACTIVITÉ ET EMBAUCHES EN BERNE EN 2025

L'ACTIVITÉ ET LES EMBAUCHES CONTINUENT DE SE TASSER, ALORS QUE LES CARNETS DE COMMANDES RESTENT DÉGARNIS

Les indicateurs d'activité et d'embauches repartent à la baisse au second semestre, rejoignant leurs plus bas niveaux historiques hors crises financière et sanitaire.

- **Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires fléchit ce semestre.** Après une pause au printemps, l'indicateur diminue de 6 points ce semestre et de 5 points sur un an pour s'établir à -11. Il atteint son plus bas niveau historique hors épisodes de crises financière (2008-09) et sanitaire (2020), proche de ceux observés en 2013, année de croissance faible. 36 % des dirigeants déclarent une baisse de l'activité cette année contre 25 % une hausse. **En moyenne, le chiffre d'affaires est attendu en repli en 2025, avec une croissance prévue à -2,1 %, après -1,8 % estimé en 2024.**
- **L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME repart également à la baisse après un rebond au printemps.** Il recule de 6 points en 6 mois et de 3 points sur un an à -4, rejoignant là aussi son plus bas niveau historique atteint en 2013 (hors crises financière et sanitaire).

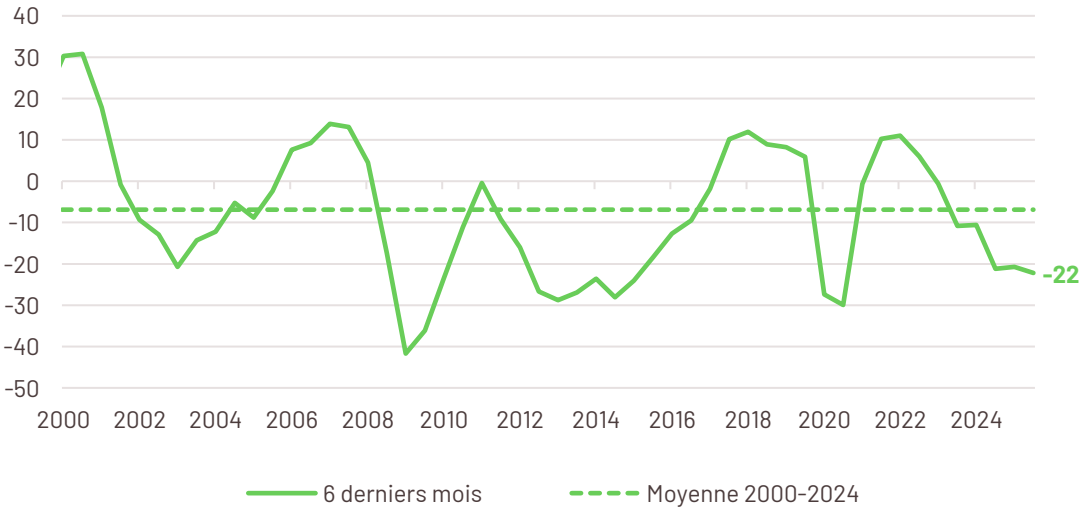
Évolution de l'activité et des effectifs pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)



La faiblesse de la demande continue de contraindre l'activité des TPE-PME

- **Du côté de l'offre, les difficultés d'approvisionnement sont globalement stables depuis 2024.** Elles contraignent significativement l'activité de 27 % des TPE-PME (+2 points sur le semestre, -2 points sur un an).
- **Du côté de la demande, les carnets de commandes sont restés peu garnis au second semestre.** À -22, l'indicateur est quasi stable sur un an à un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (-7 sur 2000-2024).

Jugement sur l'état des carnets de commandes passés
(solde d'opinion en %)

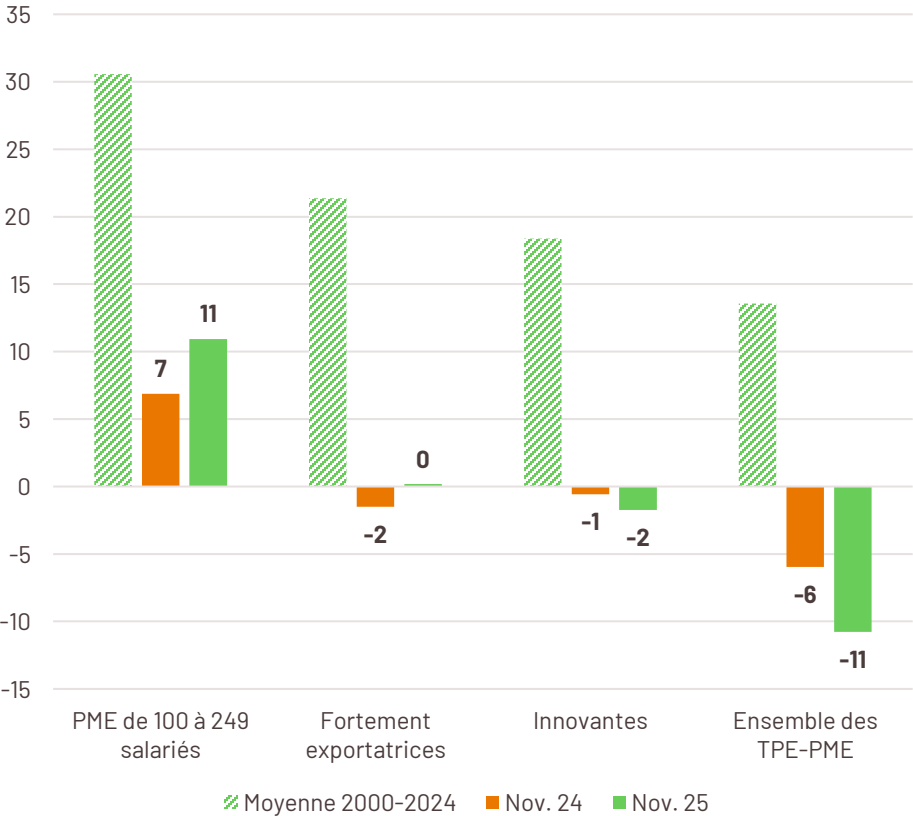


LES PME INNOVANTES ET TRÈS TOURNÉES VERS L'INTERNATIONAL RÉSISTENT UN PEU MIEUX

Les entreprises innovantes, fortement exportatrices et de grande taille affichent un recul de leur indicateur d'activité au second semestre, venant compenser en partie la hausse observée printemps. Elles résistent toutefois mieux que leurs homologues non-innovantes, plus faiblement exportatrices ou de plus petite taille.

- **Les entreprises d'au moins 10 salariés, qui étaient plus optimistes que les TPE au printemps, ont finalement revu leurs perspectives à la baisse.** Elles affichent un recul de 9 points de leur indicateur d'activité sur le semestre (contre une stabilisation chez les TPE), soit une baisse de 5 points sur un an, identique à celle observée chez les TPE sur la même période. **Seules les PME d'au moins 100 salariés voient leur indicateur progresser sur un an (+4 points à +11) et s'attendent à voir leur chiffre d'affaires progresser cette année (+2 %, après +1 % estimé en 2024),** même si à un rythme inférieur à sa dynamique habituelle (+4 % en moyenne entre 2000 et 2024).
- **Les PME innovantes résistent un peu mieux, malgré une activité qui devrait stagner en 2025 selon leurs dirigeants.** L'indicateur d'activité est quasi stable sur un an, la hausse observée au printemps étant effacée par le contre-coup du second semestre. Elles tablent sur une croissance nulle en 2025 (après -1 % estimé en 2024). Les PME non-innovantes voient à l'inverse leur indicateur d'activité reculer sur un an, et s'attendent à repli plus marqué de leur activité en 2025 (-3 % après -2 % estimé en 2024).
- **Prises dans leur ensemble, les PME exportatrices semblent en difficulté tout autant que les non-exportatrices,** affichant une baisse de 6 points de l'indicateur d'activité sur un an (contre -4 pour les non-exportatrices), et un repli anticipé de leur chiffre d'affaires sur l'année 2025 (-1 % en moyenne). Toutefois, deux nuances sont à apporter :
 - **Les PME exportatrices innovantes s'en sortent mieux,** arrivant à maintenir leur activité par rapport à l'année 2024 là où les PME exportatrices non-innovantes affichent un repli marqué, plus fort que l'an passé.
 - **Les PME réalisant plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'export résistent mieux,** affichant même une légère hausse de l'indicateur d'activité, là où les exportatrices réalisant moins d'un quart de leur chiffre d'affaires à l'international tablent sur un repli de leur activité en 2025 (indicateur en baisse de 15 points sur un an à -17).

Évolution de l'activité pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

LA DÉGRADATION DE LA CONJONCTURE EN 2025 S'OBSERVE DANS TOUS LES SECTEURS ET SUR UNE GRANDE PARTIE DU TERRITOIRE

Tous les secteurs affichent un indicateur d'activité en territoire négatif et en baisse sur un an, bien loin de leur moyenne historique.

- **L'Industrie et le Commerce connaissent une situation difficile, qui se maintient plus ou moins par rapport à l'année passée.** L'indicateur d'activité ne recule que de 1 à 3 points mais partant de niveaux déjà très bas. Les dirigeants tablent en moyenne sur une baisse de respectivement 2 % et 3 % de leur chiffre d'affaires, de même ampleur qu'en 2024. Au sein de l'Industrie, les PME des biens d'équipements et des biens intermédiaires sont plus affectées tandis que celles opérant dans l'industrie agroalimentaire ou les biens de consommation s'en sortent mieux, affichant un maintien de leur chiffre d'affaires en 2025 par rapport à l'année précédente.
- **Le Tourisme, les Services et les Transports connaîtraient un léger repli de leur chiffre d'affaires en 2025, de l'ordre de 1 %.** L'indicateur d'activité recule de 6 à 8 points dans ces secteurs, et s'y établit nettement en-dessous de sa moyenne historique. Seul le Tourisme n'affiche pas de baisse en cours d'année (indicateur stable entre le premier et le second semestre 2025), après un recul continu depuis 2022. **Le secteur des Services aux particuliers connaît plus de difficultés** que celui des services aux entreprises, affichant une baisse de 17 points de l'indicateur d'activité sur un an pour une croissance moyenne du chiffre d'affaires estimée à -3 % (après -1 % en 2024).
- **La Construction est le secteur le plus touché.** Il affiche la plus forte baisse de l'indicateur d'activité (-10 points sur un an) et les dirigeants du secteur sont les plus pessimistes quant à l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année 2025 (-4 % en moyenne après -2 % estimé en 2024). Cette dégradation de la conjoncture concerne aussi bien le Bâtiment que les Travaux publics.

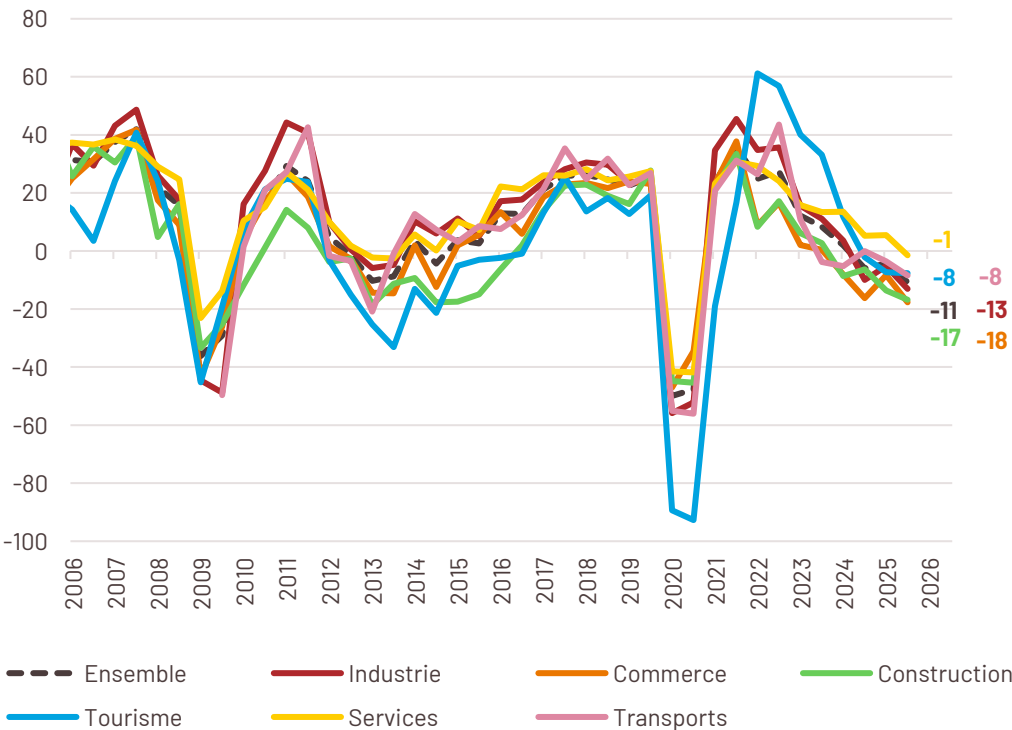
→ Cf. [Analyse sectorielle détaillée](#)

Le chiffre d'affaires des TPE-PME se contracterait en 2025 dans toutes les régions sans exception

La croissance moyenne du chiffre d'affaires varie de -1 % à -3 % selon les régions. La situation semble toutefois s'améliorer légèrement en Normandie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans les Pays de la Loire, qui sont les trois seules régions à afficher une hausse de l'indicateur d'activité (allant de +2 à +5 points sur un an), même s'il y demeure très inférieur à la moyenne historique régionale. À l'opposé, la situation conjoncturelle se dégrade particulièrement en 2025 dans les Hauts-de-France et en Occitanie, où l'indicateur recule de respectivement 12 et 13 points sur un an.

→ Cf. [Analyse régionale détaillée](#)

Évolution de l'activité pour l'année en cours, par branche d'activité
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

LES TPE-PME FREINENT LEURS EMBAUCHES CETTE ANNÉE ; LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT S'ATTÉNUENT ENCORE.

Confrontées à une conjoncture difficile, les TPE-PME ont limité les embauches en 2025.

Le secteur du Tourisme affiche un ralentissement particulièrement marqué des embauches en 2025. Le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs enregistre la baisse la plus marquée sur un an (-10 points). Il recule également dans l'Industrie, le Commerce et les Transports (-3 à -5 points sur un an). L'indicateur se stabilise en revanche sur un an dans la Construction et les Services, le fléchissement observé ce semestre compensant le rebond du semestre précédent. **Quel que soit le secteur d'activité, les embauches seraient nettement moins dynamiques qu'en moyenne par le passé.** L'indicateur d'emploi se situe en effet très nettement sous sa moyenne de long terme dans chaque secteur (il y est inférieur de 11 à 16 points selon les secteurs).

→ Cf. [Analyse sectorielle détaillée](#)

Par taille, la dynamique d'embauches est mieux orientée chez les TPE et les très grosses PME (100 à 249 salariés) que chez celles de taille intermédiaire (10 à 99 salariés). L'indicateur d'emploi progresse légèrement chez les PME d'au moins 100 salariés (+2 points par rapport à novembre 2024) et se stabilise chez les TPE. Il se replie en revanche chez les PME de 10 à 99 salariés. Quelle que soit la taille de l'entreprises, le rythme de créations d'emplois est plus faible que par le passé, et plus particulièrement chez les PME de 10 à 99 salariés dont l'indicateur d'emploi est très éloigné de sa moyenne de long terme (inférieur de 16 points, soit un écart deux fois plus élevé que pour les TPE et les PME d'au moins 100 salariés).

La dynamique d'embauches des TPE-PME marque le pas, qu'elles soient exportatrices ou non, innovantes ou non. Les créations d'emplois restent, comme habituellement, plus allantes chez les entreprises innovantes et celles tournées vers l'international : elles présentent un solde d'opinion proche de l'équilibre, tandis qu'il s'inscrit à -5 chez les non-exportatrices comme chez les non-innovantes.

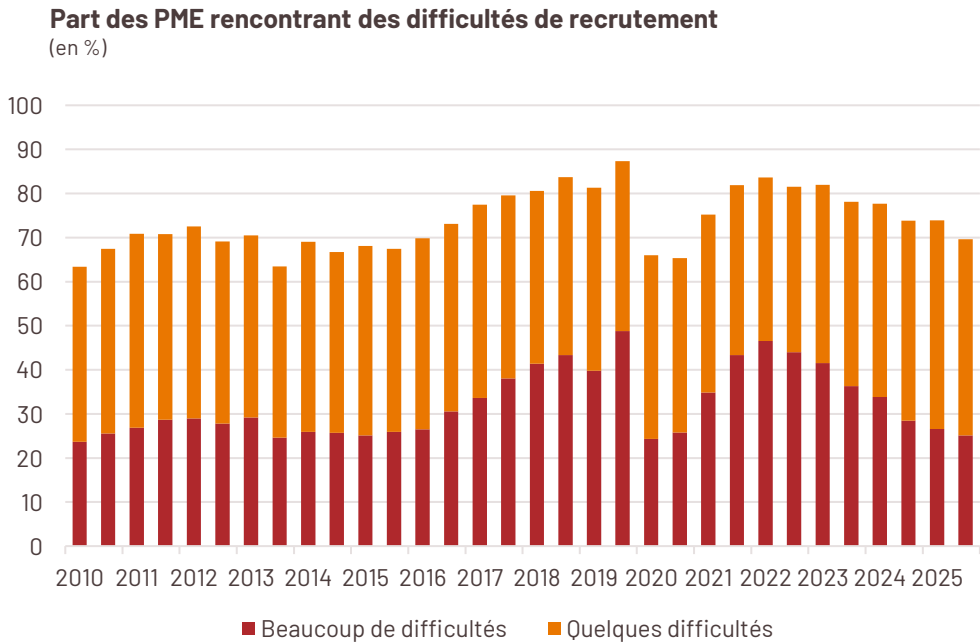


Au 3^{ème} trimestre 2025, l'emploi salarié était en recul de 0,2 % sur un an selon l'[Insee](#), soit une destruction nette de 54 000 emplois par rapport au 3^{ème} trimestre 2024. Cette baisse de l'emploi s'observe à la fois dans l'Industrie (-0,3 %), la Construction (-1,3 %) et le tertiaire marchand (-0,2 %). Les Transports et l'Hébergement-restauration affichent en revanche des créations nettes d'emplois sur un an (+0,7 % et +1,6 % respectivement).

Dans ce contexte de marché du travail peu porteur, les difficultés de recrutement s'atténuent de plus en plus.

25 % des TPE-PME sont confrontées à des difficultés de recrutement importantes, une proportion en baisse de 2 points sur le semestre et de près de 20 points en 3 ans, bien inférieure à sa moyenne de long terme (31 % sur 2009-2024). 44 % signalent des difficultés de recrutement de plus faible ampleur (-3 points sur le semestre), soit un total de 69 % de dirigeants ayant rencontré des difficultés à recruter. Les difficultés de recrutement sont aux alentours des niveaux observés sur la première moitié des années 2010.

Les difficultés de recrutement sont relativement faibles quel que soit le secteur. Elles refluent légèrement dans le Tourisme, les Services, le Commerce et les Transports. Elles remontent très légèrement dans l'Industrie (+2 points à 30 %) et se stabilisent dans la Construction (à 32 %), secteurs dans lesquels les dirigeants sont les plus nombreux en proportion à déclarer des difficultés importantes.





2

DÉGRADATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET NOUVEAU REPLI DE L'INVESTISSEMENT EN 2025

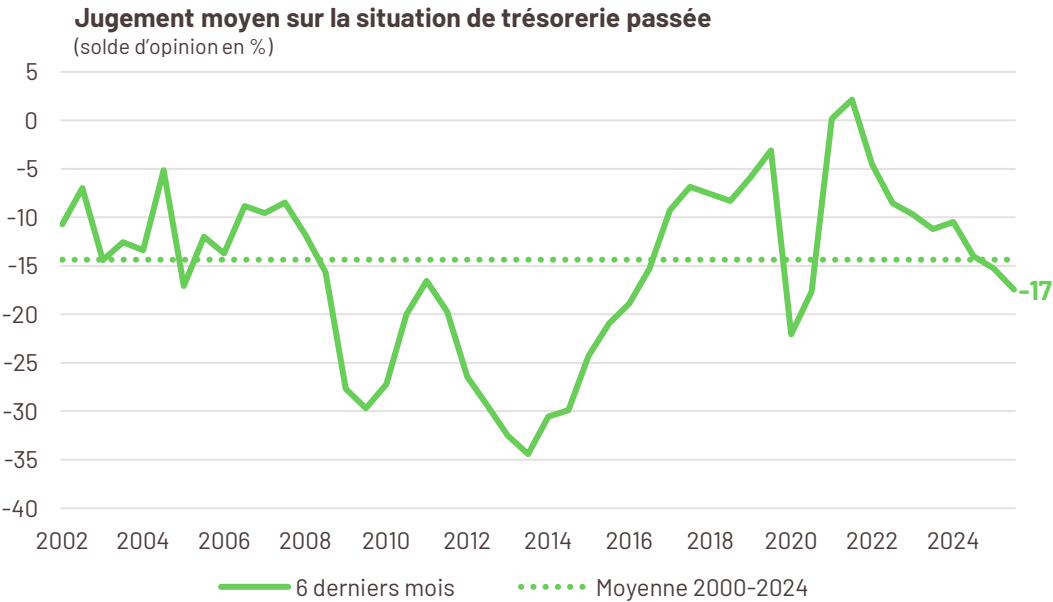
LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET LA RENTABILITÉ SE DÉTÉRIORENT EN 2025

La trésorerie continue de se tendre

L'indicateur sur la situation de trésorerie continue de fléchir et s'inscrit sous son niveau moyen de long terme. L'indicateur sur le niveau de trésorerie des 6 derniers mois, en baisse quasi continue depuis les points hauts atteints en 2021, poursuit sa baisse ce semestre (-3 points à -17) et s'inscrit désormais 3 points sous sa moyenne de long terme (-14 entre 2000 et 2024). Cette baisse s'explique par **une augmentation de la part de TPE-PME jugeant leur trésorerie difficile** : 30 % d'entre elles estiment rencontrer des difficultés de trésorerie, une proportion en hausse de 3 points ce semestre, qui repasse légèrement au-dessus de sa moyenne historique (29 %).

Par secteur, la situation de trésorerie s'est dégradée dans le Commerce et les Services, qui affichent désormais, avec l'Industrie, un solde d'opinion inférieur à leur moyenne de long terme (de -3 à -6 points inférieur). Elle s'est stabilisée dans les autres secteurs.

La situation de trésorerie est moins favorable qu'en moyenne par le passé quelle que soit la taille de l'entreprise. Les plus grosses PME (de 100 à 249 salariés) font toutefois part d'une légère amélioration par rapport à l'an passé (+3 points).

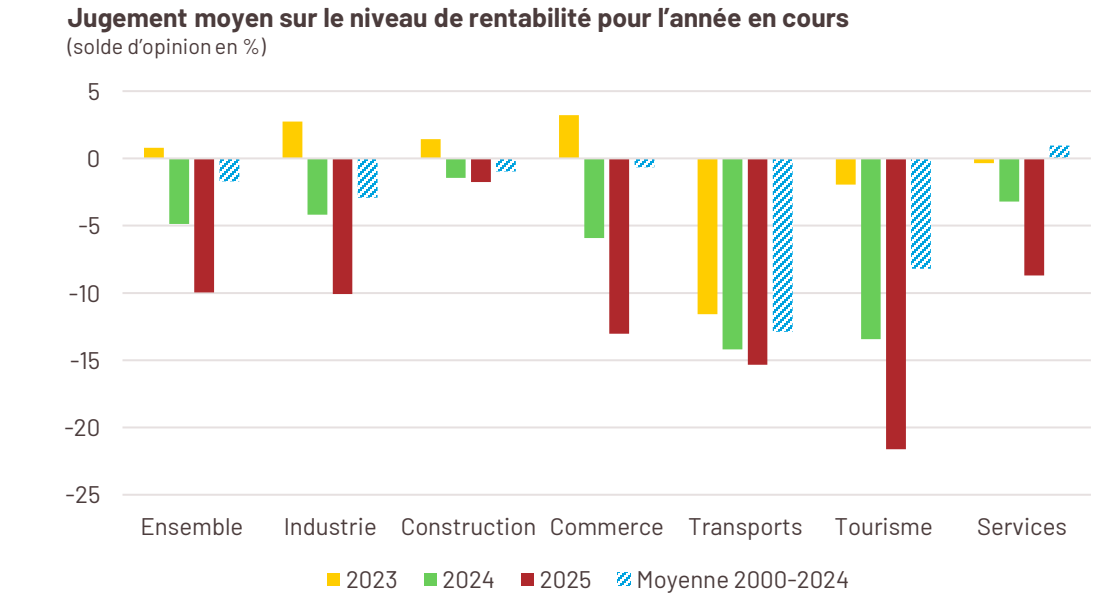


La rentabilité des TPE-PME diminue de nouveau en 2025

Le solde d'opinion sur la rentabilité passée recule de 5 points sur un an, après une baisse de 6 points l'an passé. À -10, il s'inscrit sensiblement sous sa moyenne de long terme (-2). 27 % jugent désormais leur rentabilité mauvaise, une proportion en hausse de 2 points sur un an et légèrement plus élevée que sa moyenne historique (25 % sur la période 2000-2024).

La rentabilité se maintient dans la Construction et les Transports, à des niveaux proches de ceux observés en moyenne par le passé. Elle s'améliore même nettement dans le sous-secteur des Travaux publics. En revanche, **elle se détériore dans les autres secteurs**, où elle est jugée moins bonne qu'en 2024 mais aussi qu'en moyenne par le passé.

Par taille, les PME de moins de 100 salariés voient leur rentabilité baisser en 2025 tandis que **les PME d'au moins 100 salariés conservent un niveau de rentabilité proche de leur moyenne historique**.





FOCUS SUR... LES PRÊTS GARANTIS PAR L'ETAT

La consommation des PGE progresse encore.

- Environ une TPE-PME sur deux a obtenu un PGE. Parmi elles, **64 % ont entièrement consommé leur prêt (ou en quasi-totalité), une proportion en nette hausse** (+9 points sur un an). 11 % ont dépensé plus de la moitié de leur prêt sans avoir tout consommé. 24 % n'ont mobilisé qu'une minorité de leur prêt (-4 points sur un an).
- **La mobilisation des PGE progresse dans l'ensemble des secteurs.** La part des TPE-PME ayant consommé la totalité ou quasi-totalité de leur prêt est la plus élevée dans le Commerce (70 % contre 60 à 65 % dans les autres secteurs).

Plus d'un quart des TPE-PME ont déjà remboursé intégralement leur PGE en novembre 2025. Près de la moitié l'auraient fait à fin 2025.

- 26 % des TPE-PME ayant contracté un PGE déclarent avoir déjà remboursé leur prêt dans son intégralité, une proportion en hausse de 4 points depuis le printemps. 24 % déclarent compter le rembourser avant la fin d'année 2025, ce qui ferait grimper à 50 % la part de TPE-PME ayant remboursé leur PGE, une proportion en forte hausse par rapport à l'an passé (+21 points), alors qu'une partie des prêts arrivent à échéance*.
- **48 % comptent à l'inverse l'amortir sur plusieurs années. Parmi elles, 63 % prévoient un remboursement intégral d'ici la fin d'année 2026, 23 % d'ici fin 2027 et 14 % au-delà.**

Les craintes de non-remboursement diminuent ce semestre.

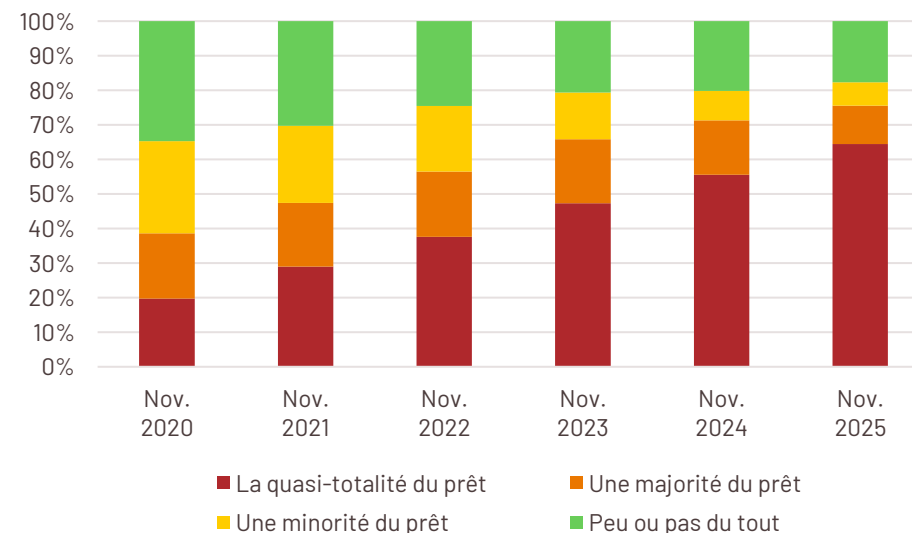
- **2 % des TPE-PME ayant bénéficié d'un PGE craignent de ne pas être en mesure de le rembourser**, une proportion en nette baisse ce semestre (autour de 4 % en moyenne depuis novembre 2022)**.
- **Les craintes de non-remboursement restent limitées, y compris au sein des TPE-PME faisant face à une situation de trésorerie difficile.** Si elles sont moins nombreuses à avoir déjà remboursé leur PGE en intégralité (22 % contre 30 % de celles jugeant leur situation de trésorerie normale ou aisée), elles comptent réussir à le rembourser d'ici la fin 2025 (22 %) ou à l'amortir sur plusieurs années (53 % d'entre elles). 3 % ont peur de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE (contre une proportion proche de 0 % chez celles bénéficiant d'une situation de trésorerie plus confortable).

*Le remboursement du PGE, dont [la majorité a été octroyée en 2020](#), peut s'étaler sur [six ans maximum](#). Certaines entreprises, rencontrant des difficultés conjoncturelles mais ayant des perspectives de redressement à terme, ont la possibilité de rééchelonner leur PGE jusqu'à 4 ans au-delà du délai maximum normatif.

** Cette proportion n'inclut pas les entreprises ayant déjà fait défaut.

Montant des PGE consommés

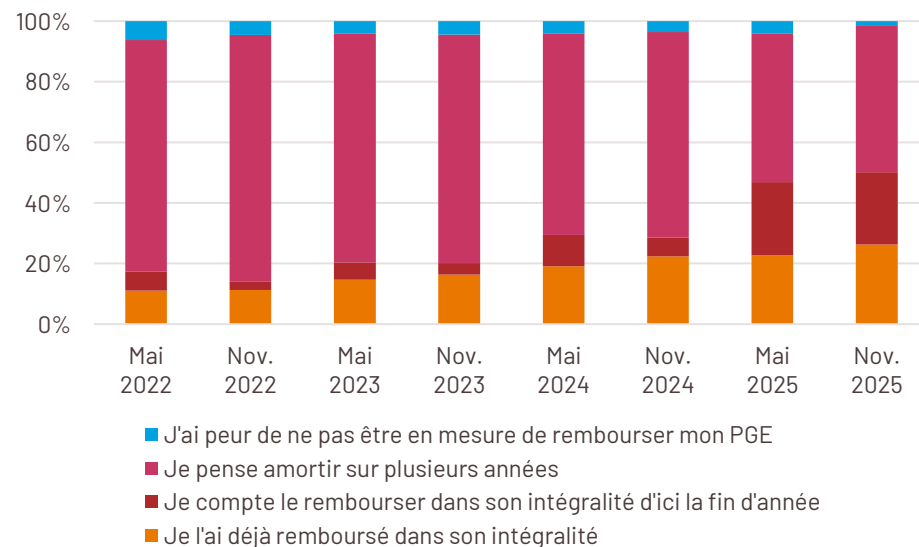
(en % des PME ayant contracté un PGE)



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2309) ; Source : Bpifrance Le Lab

Horizon de remboursement des PGE

(en % des PME ayant contracté un PGE)



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2309) ; Source : Bpifrance Le Lab.

LES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT SE RESSERRENT LÉGÈREMENT MAIS RESTENT FAVORABLES

L'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement durci au second semestre 2025

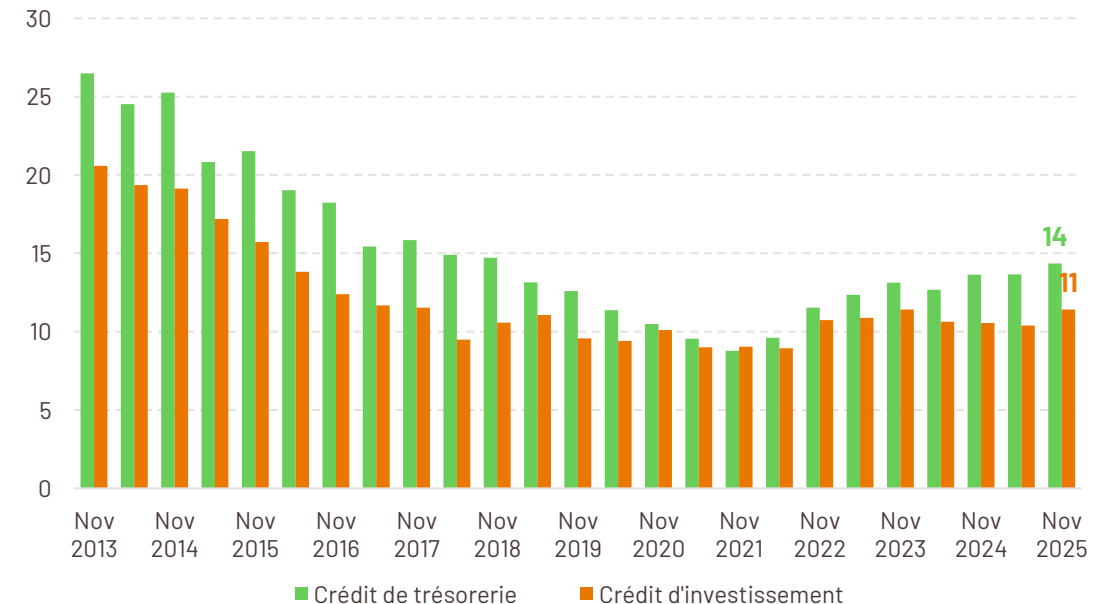
- **14 % des dirigeants déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur exploitation courante**, une proportion en légère hausse sur le semestre (+0,7 point) et similaire au niveau observé avant la crise sanitaire (en 2018-2019).
- **Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie augmentent dans le Tourisme**. 20 % des dirigeants du secteur ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse de 3 points ce semestre, historiquement plus élevée que dans les autres secteurs, mais toujours inférieure à sa moyenne d'avant crise sanitaire (26 % en moyenne sur 2018-2019). Les difficultés d'accès au crédit de court terme augmentent également dans le Commerce et les Services (+2 points) et se stabilisent dans l'Industrie et les Transports. Elles concernent 14 à 15 % des dirigeants dans ces secteurs. Enfin, **elles refluent dans la Construction**, secteur dans lequel seules 11 % des PME déclarent avoir rencontré des difficultés pour accéder à un crédit de trésorerie.
- **Le niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives incertaines restent, de loin, la principale source des difficultés d'accès au crédit de trésorerie**, citée par 60 % des TPE-PME ayant rencontré un accès assez voire très difficile. Dans le secteur des Transports en revanche, c'est le risque associé au secteur d'activité qui apparaît comme le principal obstacle limitant l'accès au crédit de trésorerie, cité par 60 % des PME de ce secteur ayant rencontré des difficultés à financer leur trésorerie. Le risque lié au secteur d'activité apparaît comme un obstacle de moins en moins contraignant depuis un an dans le Tourisme (cité par 36 % des PME du Tourisme déclarant un accès difficile au crédit de trésorerie, une proportion en baisse de 8 points sur le semestre et de 21 points sur un an).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement progressent également légèrement sur le semestre, tout en restant à un niveau relativement bas

- **11 % des TPE-PME interrogées déclarent avoir été confrontées à des difficultés pour financer leurs investissements** au cours des 6 derniers mois, une proportion en hausse d'1 point par rapport au semestre précédent et proche de celle observée avant la crise sanitaire (10 % en 2018-2019).

- **Les difficultés d'accès au crédit d'investissement augmentent dans la plupart des secteurs, en particulier dans le Tourisme et les Transports** (+4 points chacun sur le semestre, à resp. 18 % et 12 %). **Elles refluent à l'inverse dans la Construction** (-3 points), la proportion de TPE-PME concernées (7 %) étant bien inférieure à celle observée dans les autres secteurs.
- **La fragilité financière de l'entreprise est de loin la principale source des difficultés de financement à long terme**, citée par 69 % des TPE-PME confrontées à ces difficultés. La deuxième source la plus citée est le risque associé au secteur d'activité (30 %), là aussi particulièrement élevée dans les Transports (54 %) et dans le Tourisme même si en nette diminution dans ce secteur (41 %, soit une baisse de 12 points sur le semestre et 26 points sur un an).

Difficultés d'accès au crédit
(assez ou très difficile, en %)



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE RESTE LE PRINCIPAL OBSTACLE À L'INVESTISSEMENT

L'insuffisance de la demande reste, de loin, le principal frein à l'investissement des TPE-PME

La proportion de dirigeants la considérant comme un obstacle important à l'investissement continue de progresser légèrement ce semestre (+1 point) pour atteindre 61 %, une proportion nettement plus élevée que juste avant la crise sanitaire (51 % fin 2019). Les TPE-PME des Services sont moins concernées (56 % d'entre elles la considèrent comme un obstacle important voire insurmontable contre 63 à 65 % dans les autres secteurs). L'insuffisance de demande est un frein beaucoup plus puissant ce semestre dans le Tourisme (+16 points à 64 %).

Le coût du crédit reste un obstacle majeur à l'investissement

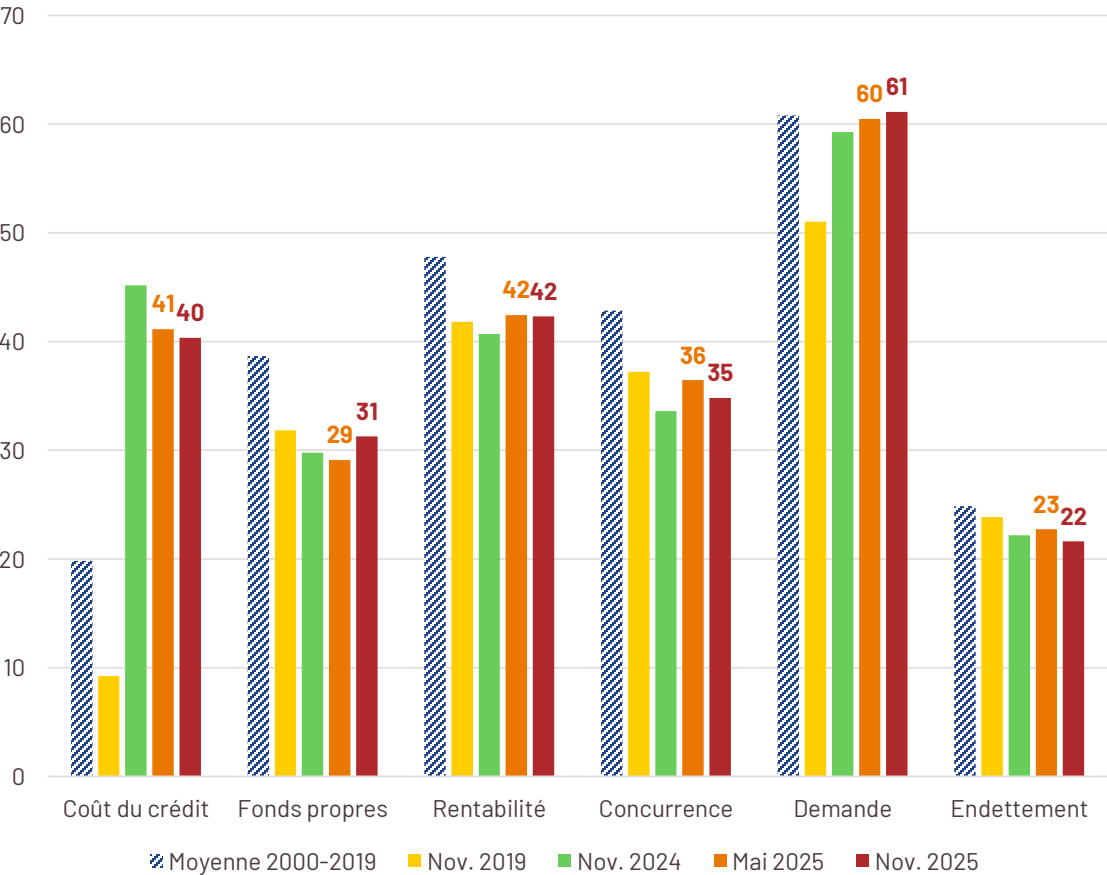
Alors que les taux d'intérêt des crédits accordés aux entreprises n'ont que peu reflué au second semestre 2025, restant bien supérieurs aux niveaux observés fin 2019*, 40 % des TPE-PME jugent toujours le coût du crédit comme un obstacle à leurs investissements, une proportion quasi stable sur le semestre et nettement supérieure à son niveau d'avant la crise sanitaire (9 % en novembre 2019).

Les autres obstacles ont également peu évolué par rapport au semestre précédent, et sont citées dans des proportions proches de celles observées fin 2019

Certains obstacles peuvent être plus contraignants selon les secteurs. La rentabilité est davantage perçue comme un frein à l'investissement dans les Transports et le Tourisme (près de la moitié des TPE-PME de ces secteurs), et est de plus en plus contraignante dans le Tourisme (+6 points sur un an). Le secteur des Transports est plus exposé à la concurrence (44 % la citent comme un obstacle à l'investissement, une proportion en hausse de 4 points sur un an). L'insuffisance de fonds propres est un frein un peu plus puissant dans le Tourisme (pour 41 % des TPE-PME, soit +5 points sur un an), mais qui reste bien moindre qu'avant la crise sanitaire (alors cité par 53 % d'entre elles).

Jugement sur les obstacles à l'investissement

(Important ou insurmontable, en %)



*Le taux d'intérêt annuel moyen accordé aux PME (y compris taille indéterminée) s'élevait à 3,45 % en novembre 2025 d'après les [données de la Banque de France](#), soit bien en-deçà du point haut de décembre 2023 (5,2 %), mais en très légère baisse depuis mai 2025 (3,55 %). Ce taux reste bien supérieur à celui observé fin 2019 (1,51 % en décembre 2019).

Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

L'INVESTISSEMENT DES TPE-PME SE REPLIE EN 2025

La part de TPE-PME déclarant investir atteint son plus bas niveau historique.

39 % des TPE-PME ont réalisé des investissements en 2025 après 43 % en 2024 et 55 % en moyenne depuis 2001. C'est le plus bas niveau enregistré depuis la création de la série.

- **La part des TPE-PME réalisant des investissements diminue dans presque tous les secteurs**, le plus fortement dans le Tourisme (-7 points sur un an, à 34 %). Elle progresse à l'inverse très légèrement dans la Construction (+1 point à 45 %), tout en restant bien loin de son niveau moyen (57 %). **Dans l'Industrie, une majorité de TPE-PME continuent à investir** : 52 % déclarent investir, une proportion en baisse de 3 points sur un an mais inférieure de « seulement » 5 points à son niveau de 2019 (contre -11 à -19 points dans les autres secteurs).
- **La part de TPE-PME déclarant investir diminue quels que soient la taille de l'entreprise, son degré d'internationalisation et son caractère innovant**. Les PME fortement exportatrices, innovantes et de grande taille demeurent plus nombreuses en proportion à investir (respectivement 49 %, 52 % et 66 %).

Les dépenses d'investissements se replient.

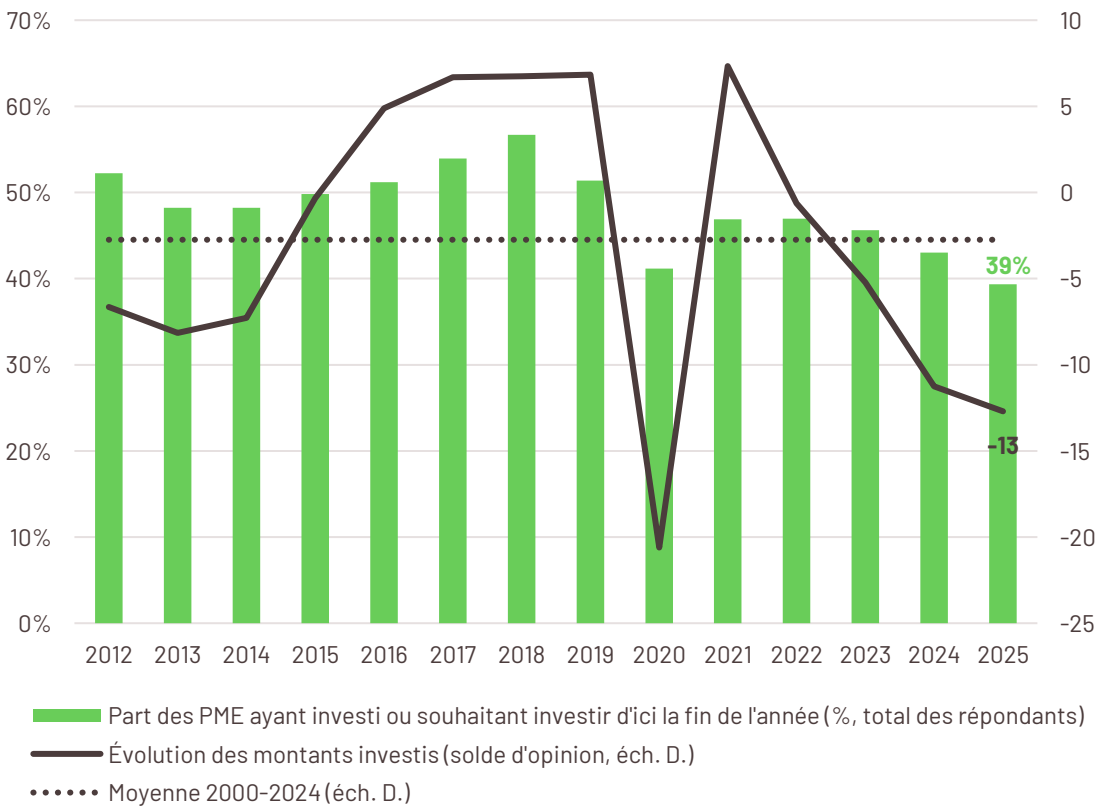
L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis perd 2 points sur un an. À -13, il s'inscrit nettement en-dessous de sa moyenne historique (-3).

- L'indicateur progresse très légèrement dans la Construction (+1 point à -13), où les TPE-PME sont par ailleurs un peu plus nombreuses à investir, ainsi que dans le Tourisme après une forte chute l'an dernier (+6 points à -13, après -14 points l'an passé). Il diminue dans les autres secteurs. Quel que soit le secteur, l'indicateur est nettement inférieur à sa moyenne historique (de 6 à 16 points).

Par destination, la part des investissements incorporels diminue sur un an (-3 points à 6 %) au profit des investissements mobiliers (61 %, +2 points) et immobiliers (33 %, +1 point).

La part de l'autofinancement diminue quelque peu sur un an, à 42 % (-2 points). Les investissements restent toutefois davantage autofinancés qu'avant la crise sanitaire (35 % en moyenne entre 2015 et 2019). En contrepartie, la part du financement par crédit bancaire augmente de 3 points pour atteindre 37 %. Les autres modes de financement (crédit-bail, apport de la maison-mère) restent stables.

Évolution de l'investissement pour l'année en cours



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab



FOCUS SUR... LES INVESTISSEMENTS VERTS*

Les TPE-PME sont moins nombreuses à investir dans leur transition verte

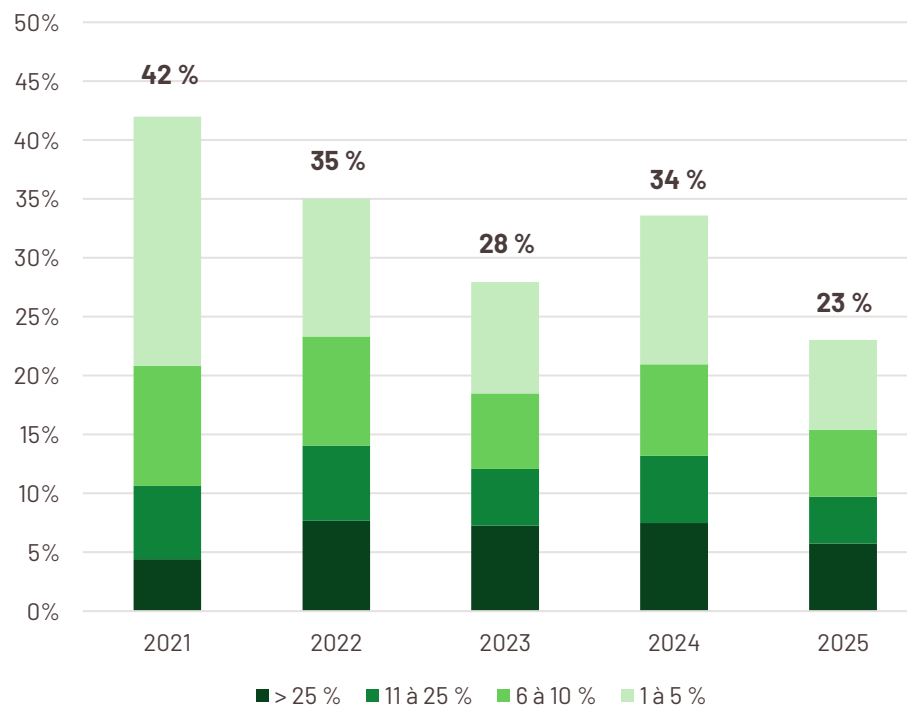
- **Après un léger rebond en 2024, la part des TPE-PME déclarant réaliser des investissements verts diminue de nouveau en 2025** pour atteindre, à 23 %, son plus bas niveau depuis 2021, première année où la question a été posée. Parmi elles, 42 % ont consacré plus de 10 % de leurs dépenses d'investissements à leur transition verte (soit 10 % de l'ensemble des répondants), une proportion globalement stable depuis 2022.
- **Ce repli s'observe dans tous les secteurs**, et plus particulièrement dans l'Industrie (-15 points à 24 %) et le Tourisme (-21 points à 31 %), qui étaient les secteurs comportant la part la plus élevée de TPE-PME investissant pour leur transition verte. Le Tourisme conserve malgré tout la première place.
- **Les investissements verts résistent mieux chez les plus grosses PME.** La part d'entreprises réalisant des investissements verts recule de 10 points chez les PME de moins de 50 salariés, de 6 points chez celles de 50 à 99 salariés, et de « seulement » 3 points chez celles d'au moins 100 salariés. Plus de la moitié des PME de 100 à 249 salariés réalisent des investissements verts (54 % contre 35 % des PME de 10 à 99 salariés et 21 % des TPE).

Les dépenses consacrées aux investissements verts ralentissent

- **La majorité des TPE-PME (75 %) déclare stabiliser leurs dépenses d'investissement en 2025**, comprenant celles ne réalisant pas d'investissements verts (ni en 2024 ni en 2025). 11 % auraient augmenté leurs dépenses d'investissements verts en 2025, une proportion en baisse de 3 points sur un an, tandis que 14 % les auraient réduites (+1 point). **Le solde d'opinion s'établit ainsi à -2, en baisse de 5 points sur un an et de 9 points sur deux ans.**
- Le solde d'opinion sur les montants investis recule dans tous les secteurs sauf dans les Transports où il se stabilise à 0. Les dépenses d'investissements verts ralentissent aussi bien chez les TPE que chez les PME d'au moins 10 salariés. Les PME d'au moins 50 salariés restent plus nombreuses à rapporter une augmentation de leurs dépenses d'investissements verts qu'une diminution, à l'inverse des PME de plus petite taille.

Part de TPE-PME réalisant des investissements verts et part des investissements verts dans leurs investissements totaux

(en % du total des répondants)



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab.

* Investissements visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte environnementale de l'entreprise (incluant l'impact de l'activité de l'entreprise sur la biodiversité).



3

**REGAIN D'OPTIMISME POUR
L'ANNÉE 2026**

LES TPE-PME SEMBLENT VOIR LE BOUT DU TUNNEL

Les TPE-PME s'attendent à un redémarrage en 2026. Les perspectives s'améliorent nettement pour 2026, et cet optimisme touche quasiment tous les secteurs d'activité.

Les perspectives pour 2026 s'améliorent assez sensiblement. L'indicateur prévisionnel d'activité, en fort recul ces 3 dernières années, rebondit de 7 points sur un an et repasse en territoire positif (+4). Les dirigeants sont ainsi plus nombreux à prévoir une hausse de leur chiffre d'affaires en 2026 (25 %) qu'une baisse (20 %). La croissance resterait peu dynamique, l'indicateur restant largement sous sa moyenne historique (+15).

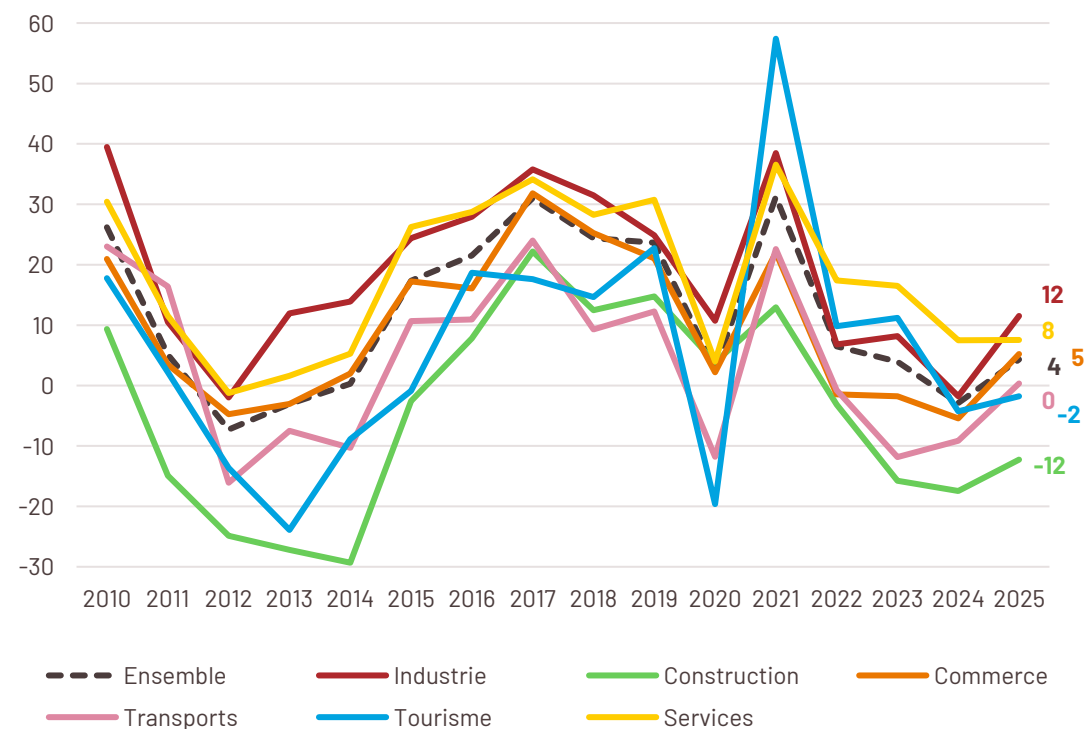
Les perspectives s'améliorent dans presque tous les secteurs. Seules les TPE-PME des Services aux particuliers et des Travaux publics redoutent une conjoncture plus difficile en 2026 qu'en 2025.

- **Les TPE-PME de l'Industrie, du Commerce et des Transports sont celles qui ont le plus fort regain d'optimisme.** L'indicateur prévisionnel d'activité progresse de 9 à 13 points.
- **Les perspectives s'améliorent dans une moindre mesure dans le Tourisme et la Construction, qui resteraient en difficultés en 2026.** L'indicateur prévisionnel augmente de 2 à 5 points mais reste en territoire négatif et largement sous sa moyenne historique. Les dirigeants restent plus nombreux à prévoir une baisse de leur chiffre d'affaires qu'une hausse. Au sein de la Construction, les TPE-PME des Travaux publics restent en revanche assez pessimistes (-5 points à -35), dans un contexte marqué par les incertitudes budgétaires et les élections municipales prévues en mars 2026*. Elles anticipent une forte baisse de leurs carnets de commande sur les prochains mois (le solde d'opinion sur l'évolution future des carnets de commande s'y établit à -45, en baisse de 17 points sur un an).
- **Les perspectives se stabilisent en moyenne dans les Services,** reflétant la situation des Services aux entreprises. Elles s'assombrissent en revanche légèrement dans les Services aux particuliers (-3 points, à +5).

L'indicateur prévisionnel rebondit quelle que soit la taille de l'entreprise. Il reste néanmoins en territoire négatif chez les TPE (moins de 10 salariés). **Les perspectives d'activité pour 2026 s'améliorent aussi bien chez les TPE-PME exportatrices (+6 points, à +18) que celles centrées sur le marché domestique (+7 points, à 0), et un peu plus fortement chez les innovantes (+10 points, à +26) que les non-innovantes (+7 points, à -3).**

Évolution de l'activité pour l'année suivante, par secteur

(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

* D'après la [FNTP](#), l'activité des Travaux publics se contracte en moyenne l'année des élections municipales et la suivante après une forte progression les deux années précédentes.

LES TPE-PME RESTERAIENT PRUDENTES SUR LEURS EMBAUCHES EN 2026

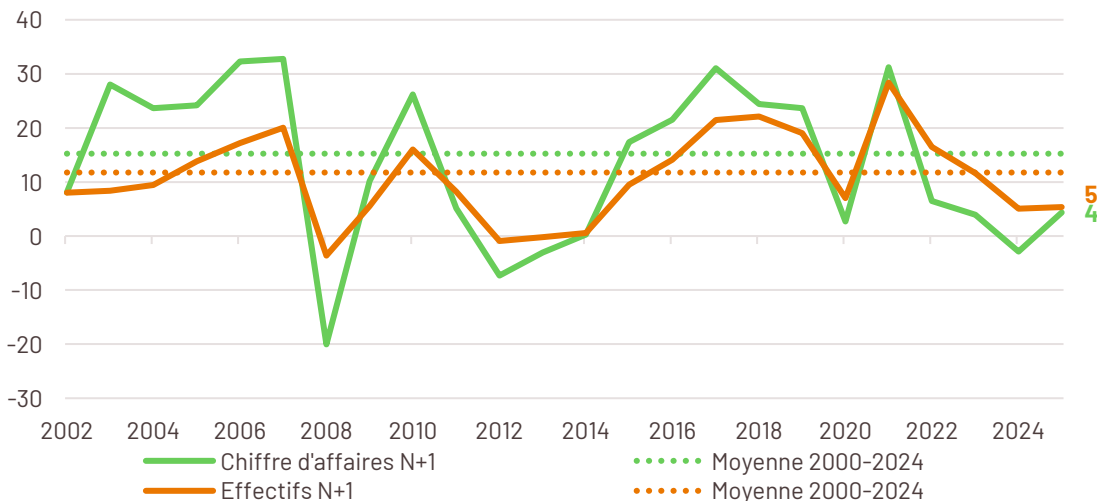
Les TPE-PME maintiendraient globalement le rythme des embauches en 2026. Les innovantes et les plus internationalisées sont plus enclines à accélérer leurs embauches.

L'indicateur prévisionnel d'emploi se stabilise à +5, un niveau inférieur à sa moyenne historique (+12). 16 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs effectifs en 2026 tandis que 11 % comptent les réduire, des proportions identiques à celles enregistrées l'an passé.

- **Les perspectives d'embauches sont stables aussi bien chez les TPE que les PME d'au moins 10 salariés.** Les embauches resteraient moins dynamiques qu'en moyenne par le passé, quelle que soit la taille de l'entreprise.
- **Les embauches ralentiraient chez les TPE-PME exportatrices réalisant moins de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international. Les plus fortement internationalisées espèrent en revanche accélérer leurs embauches**, l'indicateur gagnant 2 points sur un an à +15, se rapprochant de son niveau historique moyen (+18). **Les embauches accéléreraient également chez les PME innovantes** (+3 points, à +18) mais se stabiliseraient chez les PME non-innovantes à un rythme relativement faible (indicateur stable à +1).

Évolution de l'activité et de l'emploi pour l'année suivante

(solde d'opinion en %)

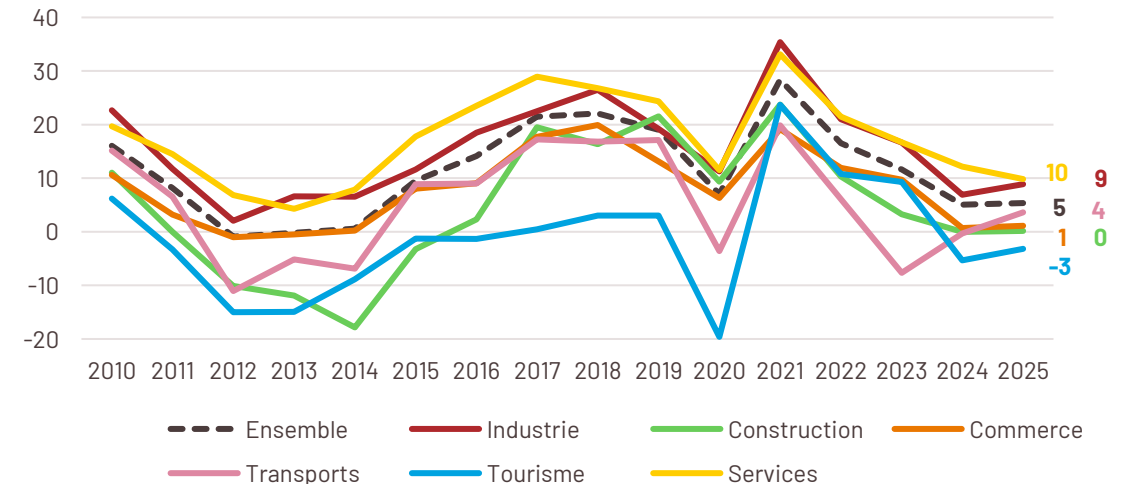


Les perspectives d'embauches pour 2026 sont bien orientées dans les Transports et l'industrie.

- **Les embauches accéléreraient dans l'Industrie, les Transports et le Tourisme, en cohérence avec l'amélioration des perspectives d'activité.** L'indicateur prévisionnel d'emploi progresse de 2 à 4 points dans ces secteurs. Cette embellie touche toutes les branches industrielles, à l'exception des biens d'équipements (-8 points, à +7), dont l'indicateur d'activité est pourtant en amélioration. L'indicateur reste en territoire négatif dans le Tourisme, mais il est habituellement plus bas dans ce secteur (moyenne historique à +1).
- Les embauches resteraient peu dynamiques dans le Commerce et la Construction, le solde d'opinion se stabilisant proche de l'équilibre, loin de son niveau moyen de long terme.
- Les embauches ralentiraient dans les Services (aux entreprises comme aux particuliers), alors que les dirigeants ne s'attendent pas à une amélioration de leurs perspectives d'activité en 2026.

Évolution de l'emploi pour l'année suivante, par secteur

(solde d'opinion en %)

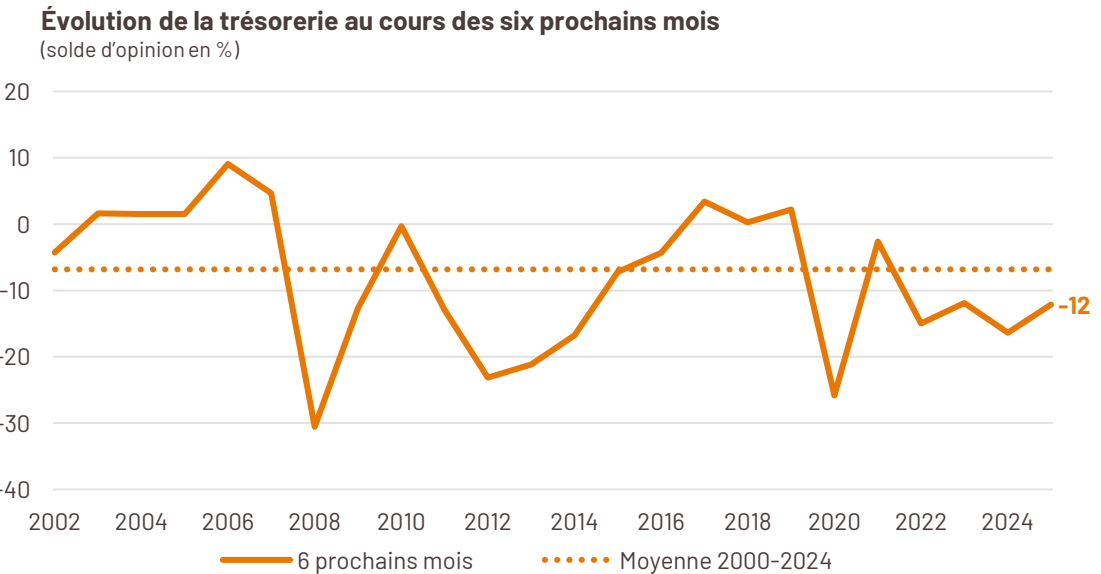


LES TPE-PME ANTICIPENT UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION DE LEUR SITUATION FINANCIÈRE EN 2026, DANS L'INDUSTRIE ET LES TRANSPORTS PLUS PARTICULIÈREMENT

Les TPE-PME n’entrevoient pas d’amélioration franche de leur situation de trésorerie à court terme

Le solde d’opinion sur l’évolution de la trésorerie au cours des six prochains mois s’inscrit à -12, en hausse de 4 points sur un an, mais à un niveau toujours bien inférieur à sa moyenne historique (-7).

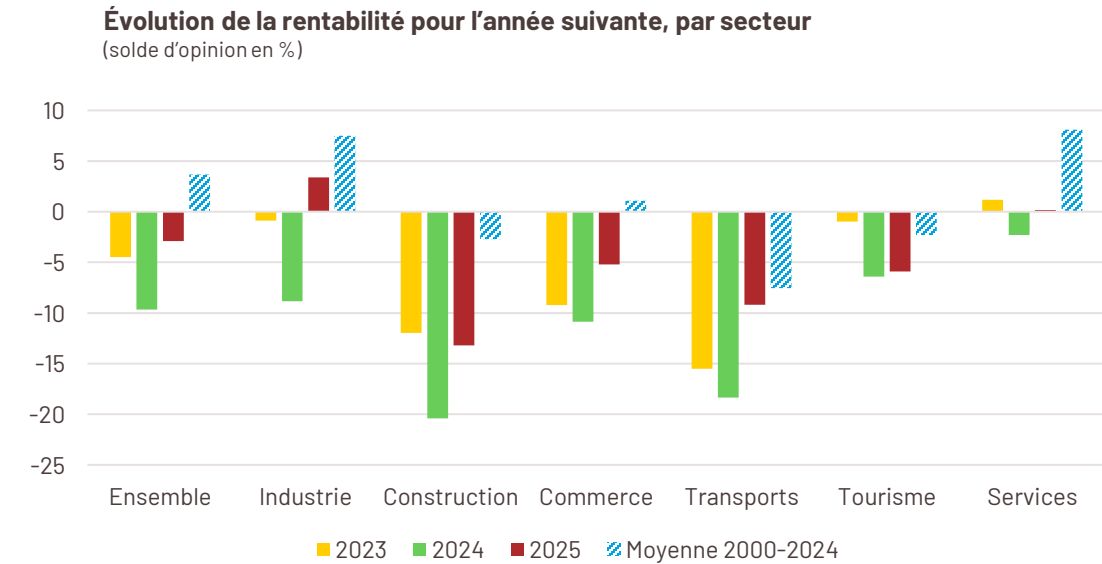
- **L’indicateur est en plus forte hausse sur un an dans l’Industrie (+9 points) et les Transports (+11 points).** Il progresse plus modérément dans les autres secteurs, et recule dans le Tourisme (-6 points).
- **Les perspectives d’évolution de la trésorerie sont mieux orientées chez les PME de plus grande taille.** L’indicateur progresse plus fortement chez les PME d’au moins 10 salariés (+5 points) que chez les TPE (+2 points). En particulier, l’indicateur gagne 7 points chez celles d’au moins 100 salariés, où il s’approche de son niveau moyen historique quand il y est encore bien inférieur chez les PME de plus petite taille.



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

La rentabilité pourrait légèrement s’améliorer en 2026, en particulier dans l’Industrie et les Transports

- **L’indicateur d’évolution future de la rentabilité rebondit de 7 points sur un an mais reste, à -3, en territoire négatif, sous sa moyenne de long terme (+4).**
- L’indicateur rebondit le plus fortement dans l’Industrie (+12 points à +3), puis dans les Transports (+9 points à -9) où il retrouve son niveau moyen historique. Il progresse également dans la Construction et le Commerce, et dans une bien moindre mesure dans le Tourisme et les Services.
- **Là encore, la rentabilité est attendue en plus forte amélioration chez les PME de plus grande taille.** L’indicateur progresse de 9 points chez les PME d’au moins 10 salariés contre +1 point chez les TPE de moins de 10 salariés. En particulier, il progresse de 12 points chez les PME d’au moins 100 salariés, où il rejoint sa moyenne historique.



Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab

L'INVESTISSEMENT DES TPE-PME RESTERAIT AFFAIBLI EN 2026

Les TPE-PME sont un peu moins nombreuses à prévoir des investissements en 2026. Les dépenses d'investissement pourraient accélérer légèrement.

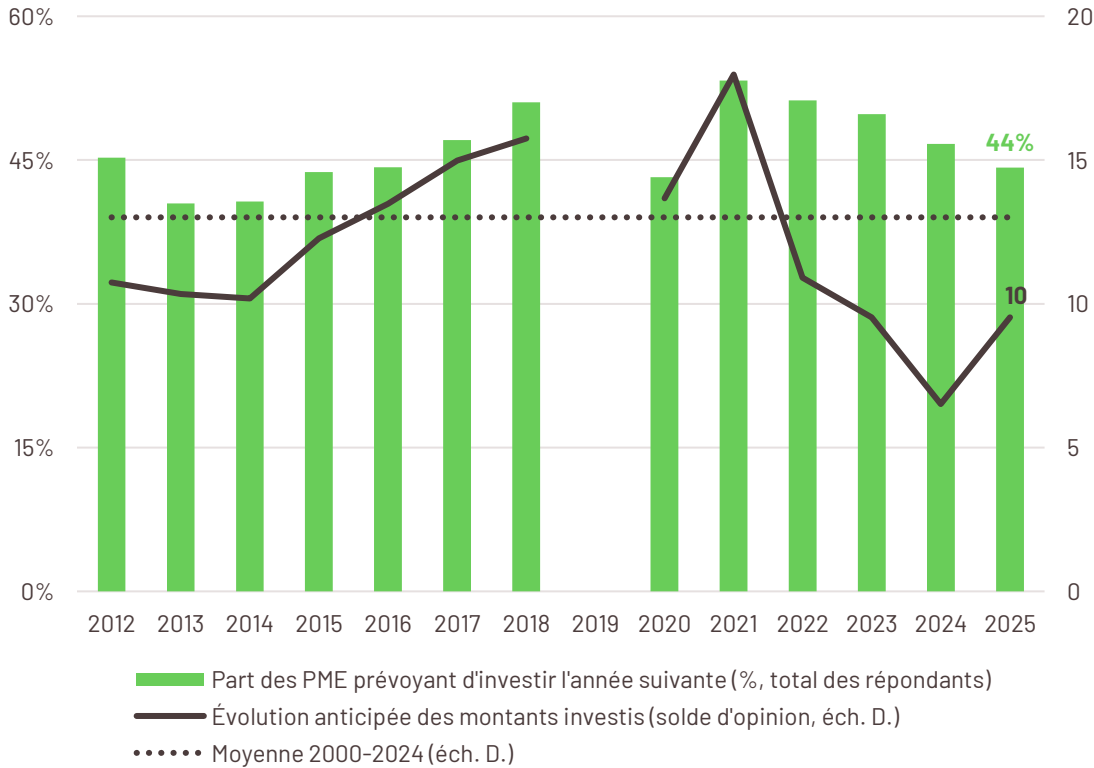
Malgré l'amélioration des perspectives d'activité, les TPE-PME resteraient prudentes quant à leurs décisions d'investissement.

- La part de TPE-PME prévoyant d'investir recule à nouveau. Fin 2025, 44 % des TPE-PME comptent investir en 2026 contre 47 % il y a un an pour l'année 2025 et 52 % en moyenne depuis 2000.
- Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se redresse en revanche, gagnant 3 points sur un an à +10. Il retrouve le niveau atteint il y a 2 ans mais reste encore inférieur à sa moyenne historique (+13).

Les TPE-PME industrielles sont plus optimistes. L'industrie est le seul secteur dans lequel la part de TPE-PME prévoyant d'investir se maintient (+1/2 point à 58 %) et à un niveau proche de sa moyenne historique (60 %) et il affiche la plus forte hausse du solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement (+6 points à +13). En revanche, les intentions d'investissement reculent dans le Commerce, les Services et les Transports : la part de TPE-PME prévoyant d'investir recule de 3 à 4 points, et s'établit nettement sous sa moyenne historique.

Les dépenses d'investissement sont prévues en plus forte accélération chez les PME d'au moins 10 salariés (+4 points contre +1 chez les TPE), chez les PME fortement internationalisées (+5 points chez celles réalisant au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international, l'indicateur retrouvant son niveau moyen de long terme) et les PME innovantes (+5 points contre +2 chez les non-innovantes.).

Évolution de l'investissement pour l'année suivante
(solde d'opinion en %)



En raison d'un changement de méthodologie, les données pour l'année 2019 ne sont pas interprétables
Champ : Total (N = 4722) ; Source : Bpifrance Le Lab



FOCUS SUR... L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GÉNÉRATIVE (IAG)

Le recours à l'IAG se généralise : plus d'une TPE-PME sur deux y a recours.

- **55 % des TPE-PME déclarent recourir à des intelligences artificielles génératives, une proportion en très forte progression sur un an (31 % fin 2024, 15 % en 2023).** En particulier, 17 % l'utilisent régulièrement (+11 points sur un an) et 37 % occasionnellement. 13 % prévoient d'y recourir prochainement et 32 % n'ont aucune intention d'y recourir dans un avenir proche (-19 points sur un an, -40 points en deux ans).
- **Le recours à l'IAG progresse fortement dans tous les secteurs d'activité.** Il y est le plus élevé dans les Services (68 %, soit +29 points sur un an, dont 28 % régulièrement) et reste relativement moins utilisé dans les Transports, même si bien plus qu'un an auparavant (par 27 % des TPE-PME du secteur, soit +17 points sur un an). Dans les autres secteurs, environ une TPE-PME sur deux y a recours.
- **Le recours à l'IAG progresse aussi bien chez les TPE (1 à 9 salariés) que chez les PME de plus grande taille, même si le taux de recours reste croissant avec la taille de l'entreprise,** allant de 53 % chez les TPE à 73 % chez les PME de 100 à 249 salariés.

L'IAG est de plus en plus utilisée pour la recherche et l'analyse de données et d'informations. La génération de contenus écrits en reste le principal usage.

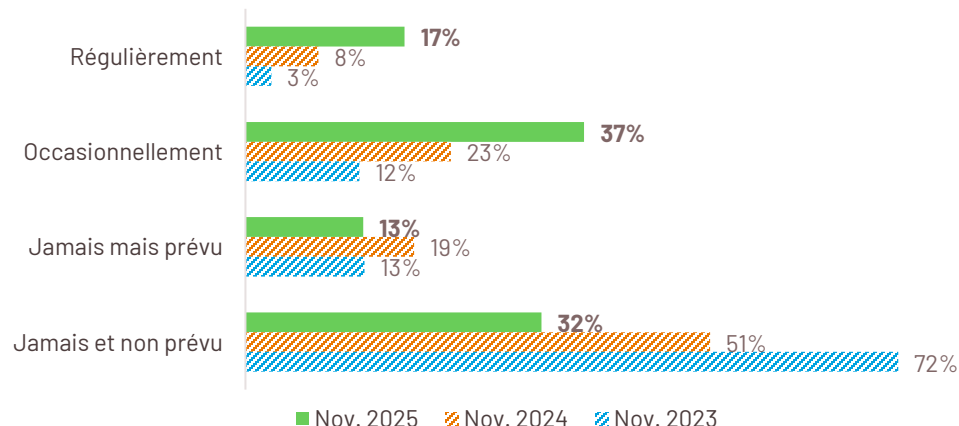
- Les TPE-PME utilisent l'IAG avant tout pour générer des contenus écrits (72 %, +3 points sur un an), mais aussi de plus en plus pour rechercher et analyser des données ou des informations (67 % d'entre elles, soit +10 points en un an).
- Les autres principaux usages de l'IAG sont la traduction (34 %) et la génération de contenus visuels (29 %), puis la relecture et/ou la vérification de conformité (22 %), en progression depuis un an (+6 points).

La grande majorité des TPE-PME qui n'utilisent pas l'IAG n'identifient pas d'usage au sein de leur entreprise.

- Parmi les TPE-PME n'ayant pas recours à l'IAG et ne prévoyant pas d'y recourir prochainement, 65 % n'identifient pas d'usage au sein de leur entreprise et 18 % l'expliquent par un manque d'expertise sur le sujet, des proportions en baisse sur un an (-5 et -8 points respectivement).
- Un certain nombre de TPE-PME n'y ont pas recours car elles redoutent des conséquences négatives de l'utilisation de l'IAG, que ce soit en raison d'une mauvaise utilisation des outils (20 %), parce que cela pourrait affecter la capacité à raisonner des collaborateurs (15 %) ou en raison de l'impact sur l'environnement (13 %), des proportions en hausse sur un an. Au total, 10 % de l'ensemble des TPE-PME n'utilisent pas l'IAG et ne prévoient pas d'y recourir prochainement en raison de l'une de ces craintes.

Fréquence d'utilisation de l'IAG au sein des TPE-PME

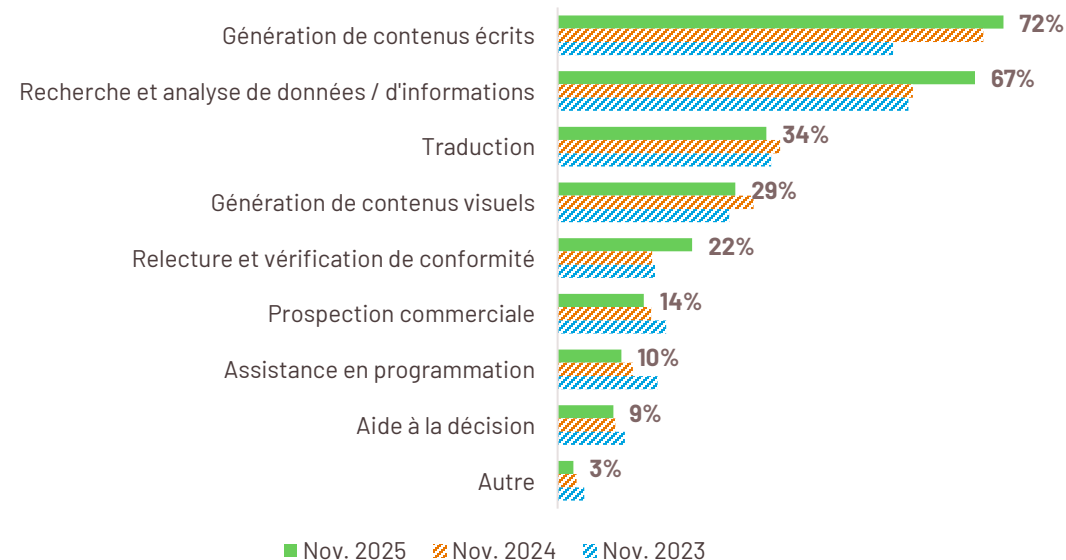
(en % des répondants)



Champ : Total (N = 2889) ; Source : Bpifrance Le Lab

Principaux usages de l'IAG par les TPE-PME

(en % des TPE-PME ayant recours à l'IAG)



Champ : TPE-PME utilisant l'IAG ou prévoyant de l'utiliser prochainement (N = 2141) ; Source : Bpifrance Le Lab.



4

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TABLEAU DE BORD

ANNÉE 2025 ⁽¹⁾

DE BORD

	CHIFFRE D'AFFAIRES				EFFECTIFS				INVESTISSEMENTS			
	Moyenne 2000-2024*	Nov. 2024	Nov. 2025	Evolution / Nov. 2024	Moyenne 2000-2024*	Nov. 2024	Nov. 2025	Evolution / Nov. 2024	Moyenne 2000-2024*	Nov. 2024	Nov. 2025	Evolution / Nov. 2024
Ensemble des TPE-PME	14	-6	-11	↘	8	-1	-4	↘	-3	-11	-13	↘
Taille												
10 - 250 salariés	20	-3	-8	↘	14	2	-2	↘	0	-9	-11	↘
Moins de 10 salariés	3	-13	-17	↘	-1	-9	-9	➡	-6	-17	-16	↘
Secteur												
Commerce	12	-16	-18	↘	7	-3	-6	↘	-4	-14	-15	↘
Construction	8	-6	-17	↘	6	-5	-5	➡	-6	-14	-13	↗
Industrie	16	-10	-13	↘	7	0	-4	↘	-2	-9	-11	↘
Services	18	5	-1	↘	13	3	1	↘	0	-7	-11	↘
Tourisme	6	-2	-8	↘	0	-4	-14	↘	-7	-19	-13	↗
Transports	10	0	-8	↘	8	-3	-8	↘	-1	-17	-19	↘

ANNÉE 2026 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME	15	-3	4	↗	12	5	5	→	13	7	10	↗
Taille												
10 – 250 salariés	21	1	9	↗	15	7	7	→	13	6	10	↗
Moins de 10 salariés	7	-13	-6	↗	7	2	2	→	14	8	9	↗
Secteur												
Commerce	14	-5	5	↗	9	1	1	→	15	8	10	↗
Construction	0	-17	-12	↗	6	0	0	→	7	1	0	↘
Industrie	20	-2	12	↗	14	7	9	↗	16	7	13	↗
Services	22	7	8	↗	19	12	10	↘	12	7	11	↗
Tourisme	8	-4	-2	↗	1	-5	-3	↗	13	9	13	↗
Transports	4	-9	0	↗	5	0	4	↗	5	4	4	→

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse)
* Moyenne 2010 à 2024 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009. Moyenne des réponses de novembre uniquement pour l'investissement et l'année 2026

CONJONCTURE RÉGIONALE : SYNTHÈSE

En 2025, la conjoncture reste morose sur l'ensemble du territoire, le chiffre d'affaires des PME étant estimé en baisse dans toutes les régions, de -1 % à -3 %. La situation s'améliore toutefois dans trois régions : la Normandie, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et les Pays de la Loire. Elles affichent une hausse de l'indicateur d'activité allant de +2 à +5 points, même si l'indicateur y reste encore bien inférieur à la moyenne historique régionale. La situation se dégrade dans les autres régions, et plus particulièrement dans les Hauts-de-France et en Occitanie, qui affichent les baisses les plus marquées du solde d'opinion (-12 et -13 points respectivement sur un an). La conjoncture est peu porteuse dans le Grand-Est, où les prévisions de mi-année ont été nettement revues à la baisse. Le solde d'opinion recule de 11 points ce semestre, et de 4 points sur un an, et s'établit au plus bas niveau parmi les régions étudiées. Le chiffre d'affaires est attendu en recul de 3,5 % en moyenne, soit la croissance régionale la plus faible.

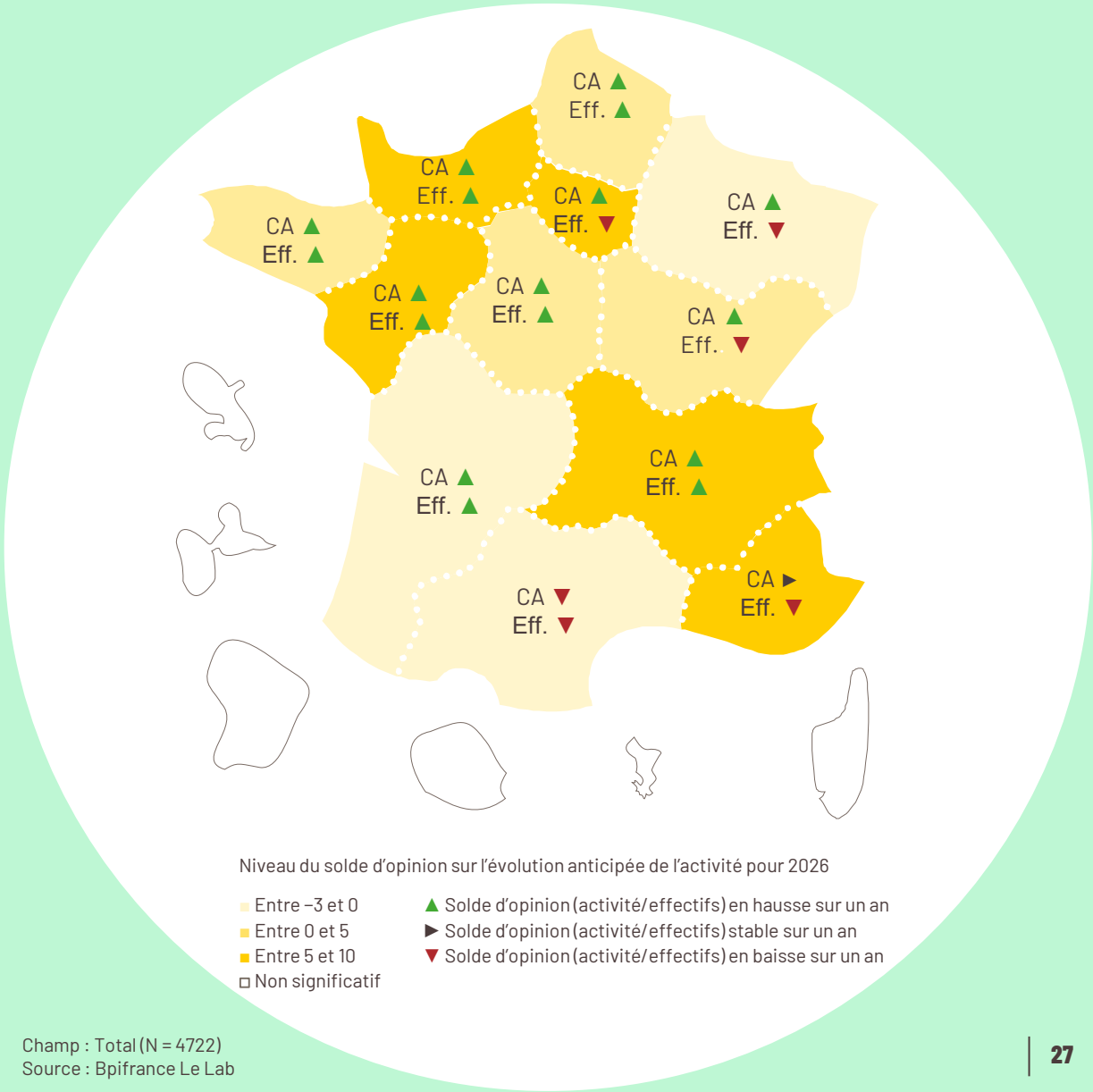
La dynamique d'embauches s'améliore nettement en Normandie. L'indicateur d'emploi gagne 12 points sur un an et repasse ainsi au-dessus de sa moyenne historique, là où il y est très inférieur dans les autres régions. C'est la seule région dans laquelle les dirigeants de PME sont plus nombreuses à déclarer une augmentation des embauches en 2025 plutôt qu'une baisse. **Les créations d'emplois freinent en revanche fortement en Bretagne** (indicateur en recul de 11 points sur un an).

Les TPE-PME sont moins nombreuses à investir, en particulier en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Occitanie où la part de TPE-PME ayant investi chute de respectivement 7 et 10 points pour atteindre des niveaux particulièrement bas pour ces régions. La Normandie est la seule région dans laquelle les TPE-PME sont plus nombreuses à investir que l'an passé (48 %, soit +6 points sur un an, relativement proche de la moyenne régionale qui est de 52 %).

Les perspectives d'activité pour 2026 sont bien orientées dans la plupart des régions. Elles s'améliorent franchement dans les Hauts-de-France, les Pays de la Loire, la Bourgogne-Franche-Comté et la Normandie, l'indicateur gagnant 16 à 18 points dans ces régions. Il retrouve même son niveau moyen de long terme en Normandie. Elles s'améliorent plus timidement ou se stabilisent dans les autres régions, à l'exception de l'Occitanie. Cette dernière est la seule région à présenter un indicateur prévisionnel en baisse sur un an (-2 points), et à un niveau aussi éloigné de sa moyenne de long terme (de 14 points inférieur).

Retrouvez l'analyse régionale détaillée sur <https://lelab.bpifrance.fr/>

Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs anticipée pour 2026 par région



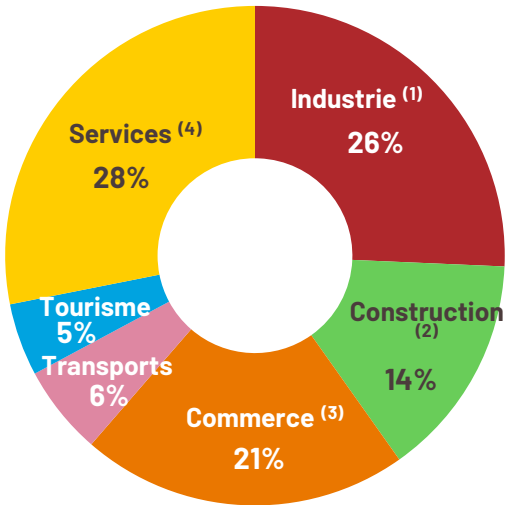


5

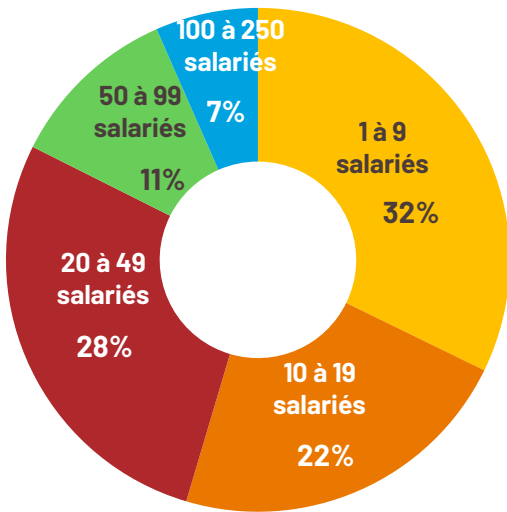
STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES TPE-PME

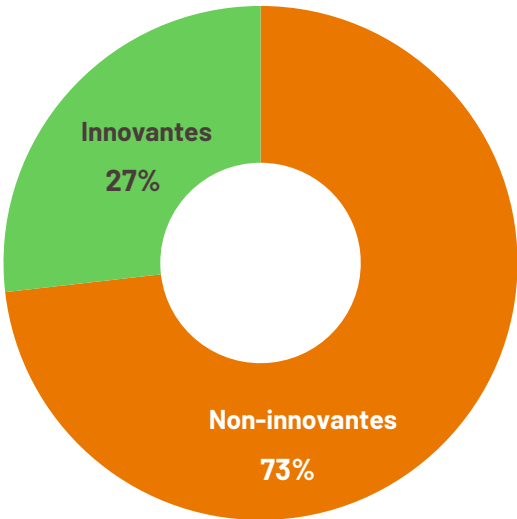
Répartition des TPE-PME par secteur d'activité



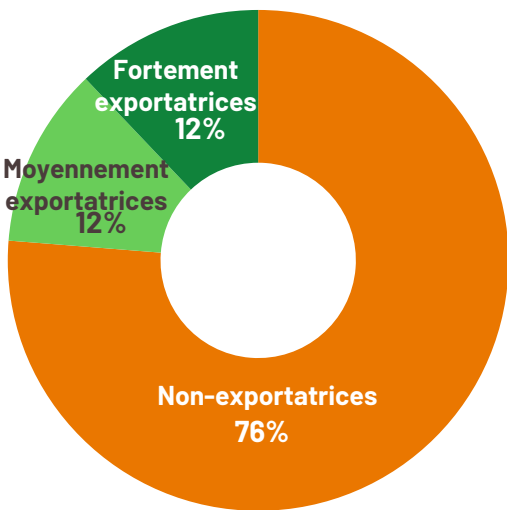
Répartition des TPE-PME par taille



Répartition des TPE-PME selon leur caractère innovant



Répartition des TPE-PME selon leur caractère exportateur



(1) 2% agroalimentaire, 13% biens intermédiaires, 8% biens d'équipements et 3% biens de consommation
(2) 13% bâtiment et 2% travaux publics
(3) 2% commerce et réparation automobile, 13% commerce de gros et 6% commerce de détail
(4) 24% services aux entreprises et 4% services aux particuliers

CONTACTS

ecobpifrance@bpifrance.fr



<https://lelab.bpifrance.fr>



www.x.com/BpifranceLeLab



Sabrina EL KASMI

Responsable du pôle Conjoncture-Macroéconomie-Risque pays, **Bpifrance**

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia MORIN

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas LABOUREAU

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**

thomas.laboureau@bpifrance.fr

LE LAB

bpifrance